

Rentrée scolaire : 172 fermetures de classes dans les Yvelines en 2024...

La réalité de la rentrée 2024 dans le département : 89 fermetures de classes en maternelle et 83 en élémentaire, 9 fermetures à Mantes-la-Jolie, 7 à Sartrouville, 3 à Limay. Le résultat : des classes aux effectifs surchargés. Fermeture d'écoles maternelles entières : à Elancourt, à Plaisir, 3 maternelles regroupées avec l'école élémentaire saint-Exupéry. C'est le résultat d'un vaste

... pour 2025, Barnier et Macron annoncent 3155 suppressions de postes dans le 1^{er} degré

redéploiement : le ministère ferme des classes afin de pourvoir les écoles où les besoins sont les plus criants. Au redéploiement, s'ajoute le manque criant de professeur des écoles. Ainsi aux

Mureaux, 7 classes n'ont pas d'enseignant pour toute l'année scolaire. Ce sont des titulaires remplaçants qui assurent « l'intérim » dans 6 classes alors que l'administration devrait les affecter au remplacement de leurs collègues malades. Uniforme à l'école : à Maurepas expérimentation pour les élèves de l'école de la Marnière ; à Mantes-la-Jolie la municipalité propose de subventionner les écoles qui décident le port d'un uniforme mais aucune école ne s'est portée volontaire. Dans les collèges il manque au moins un enseignant dans la moitié des établissements. La création de groupe de niveaux en 6^e et 5^e a été combattue par des grèves et des manifestations dans de nombreux collèges des Yvelines et dans tout le pays, mais le dispositif se met en place, il doit être supprimé. Dans de nombreuses écoles, les enseignants résistent, avec les sections syndicales locales...

Comme à Limay au Lycée Condorcet après des semaines de mobilisation des enseignants avec les syndicats CFDT et FO, le troisième poste de CPE menacé de disparition est maintenu. A Limay, pétition des parents pour obtenir une Atsem dans chaque classe à l'école Kergomard. A Sartrouville l'action avec le syndicat SNUDI-FO a permis d'obtenir le renouvellement du titre de séjour pour une professeure des écoles

tellement anciens qu'ils ne passent plus le contrôle technique, il n'y a pas de pièces de rechanges en stock pour les chasses d'eau, et la mairie veut faire « une fête Halloween incroyable » avec un budget ridicule de... 70 euros par école ! Les annonces de futures restrictions budgétaires sur les collectivités territoriales en 2025 seront insupportables. Réquisition de l'argent de la guerre ! »

Editorial

Rejoignez le parti des travailleurs

■ Le bureau de Poste qui menace de fermer, l'hôpital sur la sellette, les enfants sans aesh... Ça, c'est la vraie vie des travailleurs/euses.

Malgré le mépris avec lequel le gouvernement les a traités quand ils défendaient leurs retraites, malgré les 49.3 et les coupes budgétaires, malgré les opérations de divisions racistes qui pointent le sans-papier, les travailleurs ne cèdent pas. Et ne comprennent pas la politique du Nouveau front populaire qui vote les crédits pour la guerre. En France, Macron et Barnier font la guerre aux travailleurs, à la classe ouvrière, celle qui n'a que sa force de travail pour survivre. Les travailleurs ont besoin d'un parti qui se préoccupe de leurs intérêts, intérêts incompatibles avec ceux des actionnaires ou des fauteurs de guerre. Il y a le Parti des Travailleurs. Un parti qui informe, regroupe et combat pour un gouvernement ouvrier, qui n'hésite pas à dire : Nationalisation de l'entreprise qui fabrique le Doliprane ! Il est prêt à aider, partout, à la constitution de comités de résistance pour sauver les services publics, uni.es, pour la défense des droits les plus élémentaires. Rejoignez-nous ! Prenez le Parti des Travailleurs!



Témoignage

« Misère du budget périscolaire »

Un animateur de centre de loisirs nous commente la rentrée périscolaire. « La rentrée se présente pour nous comme une débâcle. La ville n'arrive pas à recruter les AESH nécessaires, les véhicules techniques sont

Mantes-la-Jolie/Gassicourt **Non à la fermeture du bureau de poste de Gassicourt**



Diffusion et campagne de signature devant le bureau de Poste de Gassicourt.

Le bureau de poste du quartier de Gassicourt est menacé de fermeture. Il n'est plus ouvert que l'après-midi de 14 h à 17 heures et le samedi matin. Depuis le 1^{er} juillet les lettres recommandées et les colis sont déposés dans une épicerie voisine qui est dénommée « point de contact postal ».

Dans le département des Yvelines sur les 175 points de contacts existants de La Poste seuls 87 sont encore des agences postales, les autres sont des commerces n'assurant que la vente de timbres et la réception des colis et de recommandés. L'État a signé avec La Poste un contrat de présence postale territoriale et lui verse chaque année une subvention d'environ 170 millions pour financer le maintien des bureaux de poste de proximité. Mais l'état vient de décider de réduire de 50 millions d'euros cette dotation

pour 2024, annonçant une diminution encore plus forte en 2025. La conséquence : la fermeture de milliers de bureaux de poste. L'État est responsable, il doit intervenir et empêcher la fermeture. Pour sa part, le Parti des Travailleurs se prononce contre la

Maintien des emplois et de toute l'activité

privatisation de la poste et pour le retour de la poste en service public. Une action commune a été lancée lors d'une réunion le 10 juillet 2024 en présence d'un représentant CGT des personnels de la poste, d'habitants du quartier, de l'ancien conseiller municipal Marc Jammet, de représentants du député Benjamin Lucas, de représentants du conseiller municipal écologiste Guillaume Quevarrec, de militants du PCF et du PT. Le lancement d'une pétition et des actions ont été décidées ; plus

de 450 signatures ont été recueillies ; pour sa part le PT a collecté durant l'été cent signatures contre la fermeture de la poste.

Lors du conseil municipal du 7 octobre, le maire de Mantel-la-Jolie a évoqué la possibilité d'ouvrir « une maison des services publics » au même emploi. Le problème est qu'une maison des services publics rassemble plusieurs activités : La poste, les impôts, France travail, la CAF, l'assurance maladie. L'intégralité des activités de la poste seront-elles conservées ? des services publics risquent-ils de disparaître dans cette opération ?

Pour nous une chose est claire : le mandat donné par la population est le maintien du bureau de poste.

L'unité la plus large doit se réaliser pour le maintien du bureau de poste de Gassicourt, des emplois et de toute l'activité postale, pour le rétablissement de la dotation de l'Etat.

Meulan-Les Mureaux

Maintien de toutes les structures de soins du CHIMM toute l'année !

La maternité de Meulan-Les Mureaux a été fermée du 1^{er} au 12 août. Les urgences gynécologiques et obstétricales aussi. Les patientes ont dû se diriger vers l'hôpital de Mantel, déjà saturé. Ce n'est pas la première fois que la maternité a été fermée. Elle l'avait déjà été durant 23 jours à l'été 2022 et pendant 17 jours à l'été 2023. Puis à nouveau cet hiver du 28 décembre au 8 janvier 2024... Et de nombreux week-ends

... Dès lors, une question se pose : par ces fermetures répétées prépare-t-on la fermeture définitive de la maternité de Meulan ? De plus cette année, l'accès aux urgences traumatiques a été régulé par le 15 du 12 au 19 août. L'an dernier, les urgences de nuit - dès 17 h 30 - avaient fermé les 2 mois d'été.

Le 17 juillet, au Parlement européen, les députés nouvellement élus le 9 juin sur les listes de Manon Aubry (LFI), Raphael Glucksman (PS) et Marie Toussein (EELV) ont voté une résolution se félicitant des 108 milliards déjà versés pour la guerre en Ukraine, résolution qui s'engage à verser au moins 40 milliards de plus pour des approvisionnements militaires.

Les personnels avec leurs organisations syndicales et toute la population concernée des Mureaux, de Meulan et des villes avoisinantes ont toute légitimité pour demander l'ouverture de la maternité toute l'année. Le Parti des Travailleurs se prononce pour :

**Les milliards pour
 les hôpitaux, pas pour
 la guerre !
 NON la fermeture de
 la maternité de Meulan !**



« La direction du groupe Renault nous a annoncé un quatrième plan de compétitivité »

Nous avons rencontré Sylvie, ingénieur en informatique chez Renault. Elle nous a expliqué les conséquences que pourraient avoir pour les salariés, la mise en place d'un « quatrième plan de compétitivité » par la direction du groupe automobile.

■ Pourquoi un quatrième plan ?

Les trois précédents plans ont organisé une baisse de 30% des effectifs en 14 ans, soit 15.000 emplois en moins. Ces suppressions d'emplois ont entraîné une dégradation significative de nos conditions de travail. Il a fallu faire plus avec moins, trouver une place, pour chaque jour dans les « bureaux nomades » du Technocentre et voir partir des compétences...

■ Y-aura-t-il alors de nouvelles suppressions d'emplois ?

Avec ce plan, des craintes pèsent sur l'emploi, sur les conditions et le temps de travail

Avec ce plan il semble que la cible du prochain accord soit les conditions de travail. Sous le vocable « ajuster l'accord sur le télétravail en recadrant droits et devoir », la direction va tenter de lisser le remplissage des locaux, après en avoir détruits certains. Quant au « développement du partage de la valeur », va-t-il servir d'accélérateur de la retraite par capitalisation (PERECO) ? Par ailleurs, les salariés devraient cotiser (0,2% de leur salaire) au « fond de solidarité » qui finance le recours au chômage partiel, les salariés finançant ainsi la flexibilité de l'emploi.

■ Et la question du temps de travail, si sensible pour

les cadres, en particulier les femmes ?

Sous la dénomination « régulation performante du temps de travail des cadres », on peut craindre une pression accrue, permise d'une part par la loi travail qui donne la primauté de l'accord d'entreprise sur la convention collective. Et d'autre part, par ce qui reste de cette convention collective qui autorise maintenant la baisse des salaires, puisque la qualification n'est plus l'inducteur du salaire, c'est le poste qui l'est devenu.

Au cours de la « négociation » planifiée ce trimestre, il va appartenir aux organisations syndicales d'informer le personnel en temps réel des intentions de la Direction car pour le moment, on en est réduit à des conjectures en recoupant les thèmes mis à l'ordre du jour des réunions avec la Direction et avec les informations relayées par la presse!

Poissy L'avenir de l'usine Stellantis tranché mi-novembre

Carlos Tavares, le directeur général du groupe Stellantis (Peugeot, Fiat, Opel, Chrysler) a déclaré que, concernant l'avenir du site « la décision sera prise fin 2025, en cohérence avec la durée de vie des modèles qu'il produit ». À savoir des SUV Opel Mokka et DS 3 Crossback. le directeur des ressources humaines annonçait qu'il « donnerai à la mi-novembre la visibilité pour chaque site à trois ans.

« Il y a un climat de peur, la direction cherche à nous faire partir »

Le site de Poissy compte aujourd'hui 2 568 salariés dont 2 000 ouvriers travaillant sur les chaînes de montage. Mais on comptait 6 000 employés il y a dix ans. le responsable CGT Jonathan Dos Santos constate « l'absence d'investissement, même pour changer des pièces défectueuses. Il y a un climat de peur, la direction cherche à nous faire partir, nous propose des postes de livreur dans d'autres sociétés ».

La réflexion lancée sur l'usine des Yvelines pourrait amener à édulcorer son caractère industriel. En clair à arrêter la fabrication d'automobile. Comme à Renault Flins cette année ?

Versailles

Rassemblement pour dire STOP aux bombardements et au génocide en Palestine



A l'appel unitaire de diverses organisations, un rassemblement de 70 personnes s'est tenu le 20 septembre devant la Préfecture de Versailles. Les mots d'ordre ont dénoncé le génocide en cours. « En Palestine, c'est toute l'humanité qu'on assassine ! » « Israël assassin, Macron complice ! » A la suite d'autres partis, le Parti de Travailleurs a pris la parole : « Les travailleurs et les peuples du monde entier savent

Rassemblement à Versailles, le 20 septembre, devant la préfecture pour dire « arrêt des bombardements et du génocide en Palestine ».

que l'offensive barbare d'Israël contre le peuple palestinien ne serait pas possible sans la complicité des grandes puissances, à commencer par l'administration américaine qui alimente Israël en armes. Complicité également de l'Union européenne, via l'accord de coopération avec Israël, et complicité du gouvernement Macron. Le Parti des travailleurs se prononce pour une Pales-

tine libre, laïque et démocratique, établie sur la totalité du territoire de la Palestine, garantissant l'égalité des droits de tous ses habitants, Arabes et Juifs. Dans l'urgence présente, Il se prononce pour la rupture de toute relation diplomatique avec Israël, pour l'arrêt de toute livraison d'arme et d'argent à Israël, afin d'arrêter les bombardements et le génocide. »

A paraître



L'histoire cachée du sionisme (texte intégral) **de Ralph Schoenman**
En souscription jusqu'au 30 novembre

Le livre de Ralph Schoenman, ancien secrétaire général de la fondation pour la Paix Bertrand Russel, remet en question quatre mythes sur le sionisme : la « Terre sans peuple pour un peuple sans terre », la démocratie israélienne, la « sécurité », le sionisme comme légataire moral des victimes de l'holocauste. Pour la première fois en français, Les éditions du Travail vont publier le texte intégral de l'ouvrage de référence de Ralph Schoenman, avec, en annexe, plusieurs documents de la IV^e Internationale sur la Palestine.

Ils ont rejoint le parti des travailleurs depuis le mois de juin

Damien d'Achères, Sophie de Magny-les-Hameaux, Valérie de Vaux-sur-Seine, Stéphane de Mantes, Sylvain de Poissy, Samantha des Mureaux, Sébastien d'Elancourt, Vincent de Sartrouville, Moussa de Paris...

Vous aussi rejoignez-nous...

PARTI DES TRAVAILLEURS

JE SOUHAITE ADHÉRER

Nom, prénom :

Adresse :

CP : Ville :

Email :

Contact : parti-des-travailleurs-78.fr / mail : contact@parti-des-travailleurs-78.fr
ou Parti des travailleurs BP27 - 93101 Montreuil Cedex